

## CARMIGNAC GESTION SA

# POLITIQUE DE REMUNERATION

Approuvée par	Le Conseil d'administration
Date d'approbation initiale	29/06/2016
Date d'application	01/01/2017
Dernière mise à jour	10/03/2021

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CHAMP D'APPLICATION</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>STRUCTURE DE LA REMUNERATION</b>	<b>3</b>
<b>4</b>	<b>SALAIRE DE BASE</b>	<b>4</b>
<b>5</b>	<b>RÉMUNÉRATION VARIABLE</b>	<b>4</b>
5.1	Principes applicables à l'ensemble du personnel	4
5.2	Détermination de l'enveloppe des rémunérations variables	4
5.3	Intégration des risques en matière de durabilité	4
5.4	Processus d'évaluation	4
5.5	Règles applicables aux personnels concernés	5
5.5.1	Paiement différé de la rémunération variable	5
5.5.2	Versement sous forme d'instruments	5
5.5.3	Ajustement de la rémunération variable	5
5.6	Règles spécifiques applicables	6
5.6.1	Rémunération des membres du Conseil d'administration	6
5.6.2	Rémunération des personnes exerçant des fonctions de contrôle	6
5.6.3	Rémunération des personnes exerçant des fonctions de Services supports (hors personnel identifiés)	6
5.6.4	Rémunération des personnes exerçant des fonctions de Services commerciaux (hors personnel identifiés)	6
5.7	Rémunérations garanties	7
5.8	Interdiction des mesures de contournement	7
5.9	Pension	7
<b>6</b>	<b>REMUNERATION DES PERSONNES INTERVENANT DANS LA GESTION DES FIA</b>	<b>7</b>
6.1	Principe de proportionnalité	7
6.2	Personnes concernées	7
6.3	Règles spécifiques applicables	7
<b>7</b>	<b>GOVERNANCE</b>	<b>8</b>
7.1	Mise en oeuvre de la politique	8
7.2	Comité de rémunération	8
7.3	Surveillance de la mise en oeuvre	8
<b>8</b>	<b>PUBLICATION</b>	<b>9</b>
8.1	Publication externe	9
8.2	Publication interne	9

## **1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

La politique de rémunération est conçue en accord avec les règles européennes et nationales en matière de rémunération et de gouvernance comme définies par la Directive OPCVM du Parlement Européen et du Conseil n°2009/65/CE du 13 juillet 2009 et n°2014/91/UE du 23 Juillet 2014 et des orientations émises par l'ESMA en date du 3 juin 2013 (ESMA/2013/606).

La politique de rémunération promeut une gestion des risques saine et efficace et elle n'encourage pas la prise de risque excessive.

Elle est en accord avec les objectifs et les intérêts des gestionnaires, des OPC gérés et des investisseurs des OPCVM afin d'éviter les conflits d'intérêts.

La Politique de Rémunération est en ligne avec la stratégie d'entreprise de Carmignac Gestion SA, ses objectifs, ses valeurs et ses intérêts à long terme, tels que les perspectives de croissance durable, et se conforme aux principes régissant la protection des clients et des investisseurs lors de la prestation de services.

La présente politique de rémunération poursuit plusieurs buts :

- Elle définit les règles de la rémunération fixe et variable en s'inspirant des principes contenus dans la Directive OPCVM,
- Elle impose de tenir compte, lors de la fixation de la rémunération variable, de la combinaison de l'évaluation de la performance individuelle, de la situation économique générale de la société de gestion et des résultats du groupe. L'évaluation de la performance individuelle est basée sur des critères quantitatifs (financiers) et qualitatifs (non-financiers)
- Elle prévoit un système de rémunération structuré. Elle est orientée sur une vision à long terme.
- Elle intègre la politique de rémunération dans la gestion du risque financier du groupe tout en encourageant les collaborateurs concernés à promouvoir le succès durable et la stabilité du groupe.

## **2 CHAMP D'APPLICATION**

La politique de rémunération est applicable à l'ensemble du personnel.

Des dispositions particulières sont prévues pour les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion ou des OPC qu'ils gèrent.

La liste du personnel identifié sera arrêtée par le conseil d'administration sur proposition du Comité de Rémunération et fera l'objet d'une revue annuelle.

## **3 STRUCTURE DE LA REMUNERATION**

Cette politique de rémunération a pour but d'aligner la rémunération avec une bonne gestion des risques. Le système de rémunération mis en place est en lien avec les objectifs stratégiques de la société et consiste-en :

- Un équilibre entre la rémunération fixe et la rémunération variable
- Une mesure de la performance

La présente politique de rémunération concerne la fixation de la rémunération dans ses composantes principales :

- La partie fixe : rémunération fixe et avantages
- La partie variable

La somme de la partie fixe et variable constitue la rémunération globale.

## **4 SALAIRE DE BASE**

La composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique pleinement souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, notamment la possibilité de ne payer aucune composante variable.

## **5 RÉMUNÉRATION VARIABLE**

### **5.1 Principes applicables à l'ensemble du personnel**

Une composante variable vient compléter la composante fixe.

La part variable de la rémunération rétribue la performance des membres du personnel qui atteignent les objectifs qui leur ont été fixés par la Société.

La part variable est déterminée et versée au cours du premier trimestre de l'année N+1, au titre des performances évaluées pour l'année N.

### **5.2 Détermination de l'enveloppe des rémunérations variables**

L'enveloppe des rémunérations variables est déterminée en fonction du résultat Carmignac Gestion SA au cours de l'exercice écoulé et en veillant à ce que le niveau de fonds propres reste suffisant.

Elle est ensuite distribuée entre les différents services en fonction de l'évaluation de leur performance et, au sein de chaque service, en fonction de l'évaluation des performances individuelles.

### **5.3 Intégration des risques en matière de durabilité**

Dans le prolongement des engagements et initiatives de Carmignac Gestion en matière d'investissement responsable, et conformément à la réglementation en vigueur, la Direction Générale prend en considération les risques en matière de durabilité pour la détermination de l'enveloppe des rémunérations variables allouée à tout le personnel.

### **5.4 Processus d'évaluation**

La performance individuelle est appréciée dans le cadre d'une procédure d'évaluation où le collaborateur s'auto évalue et est évalué par les managers de son équipe.

La performance individuelle est revue au travers du processus d'évaluation de la performance, qui évalue la manière dont les collaborateurs réalisent les objectifs quantitatifs et/ou qualitatifs liés à leur fonction, et qui prend en compte les comportements individuels afin d'éviter notamment les prises de risques à court terme.

Pour la Direction, les objectifs sont définis par le Comité des Rémunérations et le Conseil d'administration, dans sa fonction de surveillance, et partagés avec les intéressés.

Pour les collaborateurs, ce sont leurs supérieurs hiérarchiques qui évaluent la performance globale de chaque employé en se basant sur leurs résultats individuels et sur leur comportement.

L'évaluation de la performance individuelle conduit notamment à la fixation des rémunérations variables

La détermination du montant revenant à chacun des collaborateurs tient compte de critères qualitatifs, à savoir la pérennité des actions menées par le salarié et leur intérêt à long et moyen terme pour l'entreprise, l'implication personnelle du collaborateur et la réalisation des tâches confiées.

Les performances sont appréciées au regard des performances de la personne et du département opérationnel concernés ainsi que de celles de l'ensemble l'entreprise.

En fonction du poste occupé, des critères quantitatifs seront également mis en place.

L'atteinte des critères qualitatifs et/ou quantitatifs fixés déterminera la rémunération variable versée à chaque collaborateur.

### **5.5 Règles applicables aux personnels concernés**

Le Comité de Rémunération soumet chaque année au Conseil d'administration une liste des personnels concernés avec toutes les informations que le conseil jugera utiles afin de valider le champ d'application des dispositions ci-dessous.

Ces modalités précises de rémunération des personnels concernés sont arrêtées chaque année par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité de rémunération

#### *5.5.1 Paiement différé de la rémunération variable*

Au moins 40 % de la composante variable de la rémunération, est reporté pendant une période appropriée qui ne peut être inférieure à trois ans

La rémunération due en vertu de dispositifs de report n'est acquise au maximum qu'au prorata du temps écoulé.

Si la composante variable de la rémunération représente un montant particulièrement élevé, le paiement d'au moins 60 % de ce montant est reporté.

#### *5.5.2 Versement sous forme d'instruments*

Un pourcentage suffisant de la composante variable de la rémunération consiste en des parts des OPC concernés, ou en une participation équivalente, ou en des instruments liés aux actions ou en des instruments équivalents.

#### *5.5.3 Ajustement de la rémunération variable*

La rémunération variable, y compris la part reportée, n'est payée ou acquise que si son montant est compatible avec la situation financière de Carmignac Gestion SA dans son ensemble et si elle est justifiée par les performances de l'unité opérationnelle, de l'OPC et de la personne concernée.

Le montant total de la rémunération variable au titre de l'année N est en général plus faible lorsque le gestionnaire ou les OPC concernés enregistrent des performances médiocres ou négatives.

## **5.6 Règles spécifiques applicables**

Les règles de rémunération sont arrêtées chaque année par le Conseil d'administration sur proposition du Comité de rémunération.

### *5.6.1 Rémunération des membres du Conseil d'administration*

Les membres du conseil d'administration bénéficient de jetons de présence dont le montant est déterminé par l'Assemblée générale des actionnaires et la répartition effectuée par le Conseil d'administration.

Les membres internes du conseil d'administration ne bénéficient d'aucune rémunération variable autre que celle attachée à la fonction exercée dans le cadre du contrat de travail qui les lie, le cas échéant, à CARMIGNAC GESTION ou à leur fonction de mandataires sociaux exécutifs. En outre, leurs jetons de présence sont inférieurs à leur rémunération fixe annuelle.

### *5.6.2 Rémunération des personnes exerçant des fonctions de contrôle*

Le personnel engagé dans des fonctions de contrôle est rémunéré en fonction de la réalisation des objectifs liés à ses fonctions, indépendamment des performances des secteurs d'exploitation qu'il contrôle.

La rémunération des hauts responsables en charge des fonctions de gestion des risques et de conformité est directement supervisée par le comité de rémunération.

### *5.6.3 Rémunération des personnes exerçant des fonctions de Services supports (hors personnel identifiés)*

Une prime annuelle individuelle est accordée par la direction, sur proposition du responsable hiérarchique, en fonction de (1) l'atteinte des objectifs qui ont été fixés à titre individuel ainsi qu'à (2) l'atteinte des objectifs fixés pour l'ensemble du service.

La rémunération variable des responsables hiérarchiques supports est accordée par la direction en fonction de l'atteinte des objectifs qui leur ont été fixés à titre individuel ainsi qu'à l'atteinte des objectifs qui ont été fixés pour l'ensemble de leur service.

### *5.6.4 Rémunération des personnes exerçant des fonctions de Services commerciaux (hors personnel identifiés)*

S'agissant des commerciaux, une prime annuelle individuelle est accordée par la direction, sur proposition du responsable hiérarchique, en fonction de (1) l'atteinte des objectifs qui ont été fixés à titre individuel ainsi qu'à (2) l'atteinte des objectifs fixés pour l'ensemble du service (notamment en terme de collecte).

S'agissant des conseillers clientèle privée, une prime annuelle individuelle est accordée par la direction, sur proposition du responsable hiérarchique, en fonction de (1) l'atteinte des objectifs qui ont été fixés à titre individuel ainsi qu'à (2) l'atteinte des objectifs fixés pour l'ensemble du service.

### **5.7 Rémunérations garanties**

La rémunération variable garantie est exceptionnelle, ne s'applique que dans le cadre de l'embauche d'un nouveau membre du personnel et est limitée à la première année.

Les paiements liés à la résiliation anticipée d'un contrat correspondent à des performances réalisées sur la durée et sont conçus de manière à ne pas récompenser l'échec.

### **5.8 Interdiction des mesures de contournement**

Le personnel est tenu de s'engager à ne pas utiliser des stratégies de couverture personnelle ou des assurances liées à la rémunération ou à la responsabilité afin de contrecarrer l'incidence de l'alignement sur le risque incorporé dans ses conventions de rémunération

La rémunération variable n'est pas versée par le biais d'instruments ou de méthodes qui facilitent le contournement des exigences de la présente directive.

### **5.9 Pension**

La politique en matière de pensions est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts à long terme du gestionnaire et des OPC qu'il gère.

## **6 REMUNERATION DES PERSONNES INTERVENANT DANS LA GESTION DES FIA**

### **6.1 Principe de proportionnalité**

Au vu des éléments exposés:

- la taille du FIA peu significative par rapport aux encours gérés;
- la nature même du FIA (investissement à plus de 90% dans un OPCVM) peu risquée
- le niveau de risque limité, maîtrisé et encadré par le dispositif en place ;
- la complexité des instruments dérivés utilisés dans le cadre de gestion du FIA relativement simple, les mêmes instruments étant utilisés dans l'ensemble des OPCVM de la société de gestion;

Sur cette base, les critères de proportionnalité permettant d'exclure les exigences en matière de rémunération reprises ci-avant sont respectés :

- Rémunération variable sous forme d'instruments ;
- Conservation ;
- Report ;
- Incorporation de risques a posteriori pour la rémunération variable ;

Le Comité de Rémunération et le conseil d'administration veillent à s'assurer que les pratiques et les politiques de rémunération demeurent saines et n'encouragent pas une prise de risque incompatible avec les stratégies en place.

### **6.2 Personnes concernées**

La liste du personnel identifié est arrêtée par le conseil d'administration sur proposition du Comité des Rémunérations. Cette liste fait l'objet d'une revue annuelle.

### **6.3 Règles spécifiques applicables**

Les principes posés dans la partie 5 couvrent également la rémunération du personnel identifié intervenant dans la gestion du FIA. Par ailleurs, les rémunérations fixe et variable sont attribuées conformément aux fonctions exercées par la personne concernée.

## **7** **GOUVERNANCE**

### **7.1** **Mise en oeuvre de la politique**

L'organe de direction du gestionnaire, dans l'exercice de sa fonction de surveillance, adopte et réexamine au moins une fois par an les principes généraux de la politique de rémunération et est responsable de sa mise en œuvre.

La mise en œuvre de la politique de rémunération fait l'objet, au moins une fois par an, d'une évaluation interne centrale et indépendante qui vise à vérifier qu'elle respecte les politiques et procédures de rémunération adoptées par l'organe de direction dans l'exercice de sa fonction de surveillance.

### **7.2** **Comité de rémunération**

Le Conseil d'Administration de Carmignac Gestion SA a décidé de créer un comité pour l'assister dans l'exercice de sa mission de fixation des principes de la politique de rémunération, en application des dispositions de la directive OPCVM V.

Sa composition et ses attributions sont visées dans une charte spécifiquement rédigée dans ce but.

Le Comité des Rémunérations a pour objectif de proposer au Conseil d'administration, dans sa fonction de surveillance, et de revoir la politique globale de rémunération de la Société. Il formule en particulier des propositions au Conseil d'administration, dans sa fonction de surveillance, concernant la rémunération des membres exécutifs. Il se réunit au moins deux fois par an.

### **7.3** **Surveillance de la mise en oeuvre**

Le service de Conformité et de Contrôle Interne s'assure que la politique de rémunération a fait l'objet d'une revue au moins annuelle par le Conseil d'Administration et que les principes et les procédures associées ont été mis en œuvre en conséquence.

Ensemble, le service de Conformité et de Contrôle Interne et le Comité de Rémunération s'assurent de l'application juste et cohérente de la politique de rémunération au sein de la société, et de sa conformité avec les règles et réglementations applicables aux sujets de rémunération et les principes arrêtés par le Conseil d'administration.



## 8 PUBLICATION

### 8.1 Publication externe

La société de gestion publie chaque année un rapport annuel pour chaque OPC contenant notamment les informations suivantes :

- le montant total des rémunérations pour l'exercice ventilé entre rémunérations fixes et rémunérations variables, versées par le gestionnaire à son personnel, et le nombre de bénéficiaires. Dans le cadre de cette publication, est précisé comment cette répartition ou ventilation a été obtenue;
- le montant agrégé des rémunérations des membres du personnel du gestionnaire dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'OPC ;
- Détails des pratiques de rémunérations relatives aux personnels concernés (i.e. critères quantitatifs/financiers et qualitatifs/non financiers utilisés pour déterminer la rémunération variable.

Ces informations sur la rémunération des collaborateurs au sein de la société de gestion seront divulguées via un rapport annuel de chaque fond, sur demande, aux investisseurs des OPC

Le Conseil d'administration de Carmignac Gestion SA élabore et publie un rapport présentant les informations suivantes relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi qu'aux Preneurs de Risques :

- Le processus décisionnel mis en œuvre pour définir la politique de rémunération ainsi que des informations sur les organes (y compris leur composition et leur mandat), tels que le comité de rémunération et, le cas échéant, les consultants externes qui ont joué un rôle important pour définir la politique de rémunération ;
- Une description des catégories de personnel considérées comme des preneurs de risque et des critères utilisés pour identifier de personnel ;
- Une description des différentes formes de rémunération variable utilisée (numéraire, actions et titres adossés en actions et autres) ainsi que la justification de l'utilisation de ces différentes formes et de leur attribution aux différentes catégories de personnel;
- Les principales caractéristiques de la politique de rémunération, notamment les critères utilisés pour mesurer les performances (critères quantitatifs et qualitatifs) et ajuster la rémunération aux risques actuels et futurs, le lien entre rémunération et performance, la politique en matière d'étalement des rémunérations et de rémunérations garanties, ainsi que les critères utilisés pour déterminer la proportion des montants en espèces par rapport à d'autres formes de rémunération.

### 8.2 Publication interne

La société s'assure que chacun de ses employés sera régulièrement informé de son niveau de rémunération, des critères utilisés pour évaluer sa performance ainsi que du lien entre performance et rémunération.